

Des scientifiques européens s'expriment sur l'avenir du gaz: Les nouvelles chaudières à gaz naturel devraient être interdites immédiatement

EMBARGO 24 Mai 2023

Le gaz naturel n'est pas plus propre que les autres combustibles fossiles et son utilisation à la place du charbon ou du pétrole risque de n'entraîner qu'une réduction minimale, voire nulle, des gaz à effet de serre. Le nouveau rapport de l'EASAC intitulé "Future of Gas" met en évidence le potentiel de réchauffement planétaire extrêmement élevé des fuites de méthane en grande partie non enregistrées tout au long de la chaîne d'approvisionnement en gaz naturel. Pour atténuer le changement climatique, il est essentiel de cesser d'utiliser tous les combustibles fossiles, d'interdire les nouvelles chaudières au gaz naturel et d'augmenter massivement la production d'électricité renouvelable.

Pour remplacer le gaz russe acheminé par gazoducs, les États membres de l'Union Européenne se sont tournés vers le gaz naturel liquide (GNL) provenant de l'extérieur de l'Europe. "Nous comprenons qu'il s'agit d'un compromis nécessaire en tant que mesure d'urgence pour s'assurer que les lumières restent allumées, que les gens sont au chaud et que les industries fonctionnent. Mais comme nous mettons fin à notre dépendance immédiate à l'égard de la Russie, nous devons complètement abandonner le gaz et développer les énergies renouvelables", explique William Gillett, directeur du programme énergétique de l'EASAC. "Nous ne pouvons pas nous soustraire à des changements radicaux. Le climat ne fait pas de compromis."

Les émissions de méthane ont une durée de vie dans l'atmosphère d'environ 10 ans, soit dix fois moins que celle du dioxyde de carbone. Cependant, son potentiel de réchauffement global sur 20 ans est plus de 80 fois supérieur à celui du dioxyde de carbone, ce qui signifie qu'il est beaucoup plus destructeur. "Jusqu'à présent, nous avons évalué l'impact des émissions de gaz à effet de serre sur une période allant jusqu'à 100 ans. Et il n'y a rien de mal à ces calculs. Cependant, le changement climatique progresse si rapidement que nous devons désormais nous concentrer sur les effets des dix prochaines années. C'est pourquoi il n'y a pas d'alternative au remplacement immédiat du gaz naturel par des énergies renouvelables", déclare Neven Duić, président du comité directeur sur l'énergie de l'EASAC.

Avec 65 millions de chaudières installées dans l'UE, le chauffage est de loin la plus grande utilisation du gaz naturel. Huit États membres ont déjà adopté des mesures visant à interdire l'installation de nouvelles chaudières à gaz ou à exiger des niveaux élevés d'énergies renouvelables dans les bâtiments. "De telles actions devraient être stimulées dans toute l'Europe", recommande Duić.

Il est également essentiel que ce processus tienne compte des injustices sociales. Gillett: "Tout le monde n'a pas l'argent ou le crédit suffisant auprès des banques pour acheter un nouveau système de chauffage. Pour que l'Europe parvienne à réduire ses émissions de gaz à effet de serre, il faut qu'elle fasse preuve de prévoyance, de sensibilité sociale et qu'elle mette en place des mécanismes de soutien destinés aux groupes et aux ménages les plus vulnérables."

Les sociétés de distribution et d'approvisionnement en gaz plaident souvent en faveur du remplacement progressif du gaz naturel par l'hydrogène, ce qui leur permettrait de continuer à faire fonctionner leurs actifs pendant des années. Mais d'un point de vue scientifique, cette approche est très peu prometteuse pour chauffer les maisons de manière plus propre. "Mélanger 10 % d'hydrogène au gaz naturel ne permet de réduire les émissions de CO2 que de 1 %, ce qui n'est pas une bonne utilisation d'un précieux vecteur énergétique qui sera nécessaire dans des secteurs difficiles à stabiliser. Nous prévoyons une croissance rapide de la demande d'hydrogène et de carburants dérivés de l'hydrogène dans certaines industries et dans les transports lourds", explique Anne Neumann, présidente du groupe de travail de l'EASAC.

Depuis longtemps, le gaz naturel est considéré comme la solution idéale pour remplacer le charbon sur la voie de l'élimination nette des émissions de carbone d'ici à 2050. Dans certains pays, le gaz naturel est devenu le principal combustible pour produire de l'électricité. Le rapport "Future of Gas" de l'EASAC montre clairement qu'il s'agit d'une voie sans issue.

"Le gaz naturel ne doit plus être considéré comme une option transitoire. Toute production d'électricité et de chauffage basée sur la combustion alimente littéralement le réchauffement climatique, et doit être remplacée par des énergies renouvelables telles que l'éolien, le solaire ou l'hydraulique", explique M. Duić.

Le rapport évalue également les possibilités offertes par le captage et le stockage du carbone (CSC) et le nucléaire. "La décennie à venir est décisive pour contenir le changement climatique, mais la fusion n'en est qu'à ses débuts, et ni le CSC ni les nouvelles centrales nucléaires basées sur la technologie actuelle ou celle des petits réacteurs modulaires ne peuvent être construits assez rapidement. En outre, dans de nombreuses régions, les centrales nucléaires risquent de devenir vulnérables aux effets du changement climatique tels que la pénurie d'eau de refroidissement", conclut M. Gillett.

Rapport: <https://easac.eu/publications/details/future-of-gas>

Débat: <https://easac.eu/news/details/the-future-of-gas-1>

Livestream via YouTube: <https://www.youtube.com/@easac-europeanacademiessci7375>

Contacts:

William Gillett
EASAC Energy Programme Director
william.gillett@easac.eu

Professor Neven Duić
Power Engineering and Energy Management Chair
University of Zagreb
neven.duic@fsb.hr

Professor Anne Neumann
Managerial Economics and Research
Director, Norwegian University of Science
and Technology – NTNU
anne.neumann@ntnu.no

General enquiries:
EASAC Communication
sabine.froning@easac.eu
+49 1520872700

About the European Academies' Science Advisory Council (EASAC)

EASAC is formed by the national science academies of the EU Member States, Norway, Switzerland and United Kingdom, to collaborate in giving advice to European policymakers. EASAC provides a means for the collective voice of European science to be heard. Through EASAC, the academies work together to provide independent, evidence-based advice to those who make or influence European policies within the European institutions. www.easac.eu